

Québec et des provinces de l'Atlantique. Nous devons mettre ces provinces dans une position telle qu'elles n'aient plus à compter sur les importations, ni à s'inquiéter, toutes les semaines ou tous les jours au sujet de leur approvisionnement et de leur dépendance pétrolière à l'égard de l'étranger. Nous voulons que ces provinces sachent que les deniers sortis de leurs coffres sont investis au Canada pour le plus grand profit de tous les Canadiens.

J'aimerais à présent répondre au député au sujet de la période de temps qu'il nous recommande d'attendre. Je ne pense pas que nous puissions nous offrir ce luxe.

Je sais que mes discours font les délices du député d'Outremont. Il adore écouter avec attention les renseignements que je communique à la Chambre. Je voudrais maintenant répondre avec sérieux à la question que m'a posée le député. Il a parlé de mesures d'économie. Dans le document que nous avons déposé, nous avons énoncé certaines des orientations que nous estimons pouvoir adopter pour disposer d'un programme d'économies d'énergie efficace et pour en accroître considérablement le financement. Cela pourra se faire grâce aux revenus que nous assurera la hausse de prix du pétrole.

● (1620)

Le député de Regina-Est s'intéresse au programme d'isolation des maisons. Hier soir il a posé une question à ce sujet au premier ministre. Nous voulons nous assurer que les programmes d'isolation des maisons sont aussi efficaces que possible et sont uniformes partout au Canada sur le plan des normes et du degré d'isolation nécessaire. Les gens s'intéressent davantage aujourd'hui aux mesures d'économie d'énergie. Pour s'en rendre compte, il suffit de constater le succès qu'a eu le programme, tel qu'il existe actuellement et malgré toutes ses imperfections.

Les Canadiens veulent vraiment économiser l'énergie. Nous voulons agir dans ce sens. Nous voulons participer aux programmes de modification des brûleurs à mazout pour le chauffage. Les progrès techniques permettent maintenant aux Canadiens de procéder à bon compte à une conversion qui leur ferait économiser 20 p. 100 de leur consommation et peut-être même davantage plus tard, grâce aux perfectionnements technologiques. Nous voulons jouer un rôle de premier plan dans le domaine de l'utilisation de la voiture particulière et des moyens de transport en commun. Le député a parlé de cet aspect très important du problème. C'est là un domaine que la Banque de l'énergie projetée pourrait contribuer à financer.

Le gouvernement fédéral veut prendre d'importantes initiatives dans le domaine du transport rapide afin que les Canadiens aient moins à dépendre de l'automobile pour leurs déplacements interurbains et, à plus forte raison, pour leurs déplacements en ville. Voilà le genre d'initiative que nous voulons prendre dans le cadre de notre nouvelle politique.

Le député souligne à juste titre qu'il nous faut des solutions de rechange. Le prix est un facteur dont il faut tenir compte. Cela peut se prouver par des statistiques relatives aux économies d'énergie. Il est évident que nous ne majorerons pas le prix uniquement pour amener une certaine économie d'énergie. Mais une hausse de prix aura une incidence sur la consommation de pétrole, cela est indubitable. Les gens dépenseront ce précieux or noir de façon plus réfléchie.

Ne nous faisons pas d'illusions. Comparé à d'autres pays industrialisés, les Canadiens paient leurs produits pétroliers

très bon marché. Voyez, par exemple, le prix moyen de l'essence aux États-Unis, notre plus proche voisin. Nous payons beaucoup moins cher que les Américains pour ce produit particulier.

M. Hogan: Leur dollar vaut plus.

M. Hnatyshyn: Je ne suis pas d'accord avec mon ami du Cap-Breton qui fait allusion à un écart de valeur entre les dollars. Les statistiques prouvent, et je crois que cela est contenu dans la documentation que j'ai distribuée à un certain moment que l'essence coûte en moyenne de 30 à 50c. plus cher, par gallon impérial, aux États-Unis qu'au Canada. Gardons-nous d'oublier que l'on paie encore beaucoup moins au Canada que dans les autres pays pour les produits pétroliers.

En réponse aux divers points qu'a soulevés le député dans son exposé, je vous fais part de notre détermination d'aller de l'avant. Nous avons l'intention d'agir sans tarder. Nous souhaitons procéder par voie de consultation et sur la base d'une politique globale.

Le député a parlé du régime fiscal; c'est que nous voulons absolument devenir autonomes sur le plan énergétique. Nous devons essayer d'user de notre jugement du mieux que nous pourrons. Comme dirait l'autre, je ne m'appelle pas Salomon. Je tiens à m'assurer que notre régime fiscal sera juste et équitable. Je proposerai au gouvernement et à mon collègue le ministre des Finances des mesures visant à rendre notre régime fiscal le plus juste et le plus équitable possible. Nous tenons absolument à pouvoir compter sur les ressources canadiennes et étrangères, et notamment sur le pétrole, à pouvoir répondre à nos besoins énergétiques futurs, à améliorer la récupération, à favoriser la production de gaz en formation, et à redoubler d'efforts dans la prospection et la mise en valeur de nos ressources. Il nous faudra y arriver.

Nous vérifierons si le régime fiscal est juste et équitable, non seulement en ce qui concerne l'industrie mais également à l'égard des particuliers. Je m'y engage fermement devant la Chambre des communes. Je veux que les députés comprennent bien que nous sommes disposés à accepter leurs observations et leurs propositions, non seulement maintenant, mais également lors du débat sur le budget et au moment où le système sera mis en marche. Je leur demande de ne pas adopter une attitude réactionnaire ou régressive à l'égard de cette perspective qui s'offre à nous. Si les députés de l'opposition veulent réellement nous voir mettre en valeur les ressources du Canada, je les invite à se joindre au gouvernement, non pas dans un état d'esprit sectaire, mais dans un but de collaboration, comme l'ont fait les premiers ministres provinciaux à la conférence d'hier. Ces derniers se sont montrés aptes à affronter les dures réalités de l'heure au Canada et ils sont disposés à collaborer avec le gouvernement fédéral en vue d'élaborer une politique énergétique qui soit juste, raisonnable, équitable, progressiste et innovatrice pour la prochaine décennie.

M. Caccia: Monsieur le président, je me réjouis d'avoir l'occasion de faire une brève intervention sur trois sujets qui ont trait à l'énergie. Je suis vraiment très impressionné par la maîtrise de la langue dont le ministre fait preuve dans l'usage qu'il fait des adjectifs. Je n'ai pu tous les noter par écrit. En deux minutes, il nous en a lancé toute une kyrielle, de juste et équitable à progressif et efficace, plus huit ou neuf autres, de quoi étourdir les députés de ce côté-ci de la Chambre. Comme son chef, il fait étalage de sa connaissance de la langue